



LÉGATION DE SUISSE  
EN GRÈCE

ATHÈNES, le 16 décembre 1954.

Téléphones 610 748, 610 753  
Rue Scoufa 49

Référence No. B.12 - CJ  
(à rappeler dans la réponse)

Votre Réf. No.

Confidentielle

Affaire de Chypre

*M. Callan*  
*21.12*  
*N. B. 76 G. 1*

*ala*  
*ja*

Monsieur le Ministre,

La Commission politique de l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, par 49 voix contre 0 et 11 absentions, une proposition du délégué néo-zélandais mettant fin au débat sur l'affaire de Chypre. Le texte adopté, qui comporte un amendement proposé par la Colombie et le Salvador, est le suivant :

"Considérant qu'il n'est pas opportun, pour le moment, d'adopter une résolution sur la question de Chypre, l'Assemblée générale décide de ne pas poursuivre le débat sur l'affaire figurant sous le titre 'Application à la population de l'île de Chypre, sous les auspices des Nations Unies, du principe de l'égalité des peuples et de leur droit de disposer d'eux-mêmes'.

L'amendement proposé par le Salvador et la Colombie était l'adjonction des mots "pour le moment".

Le délégué grec a lui-même voté pour ce texte, comprenant qu'il lui était impossible d'obtenir une solution plus favorable. En fait, le texte adopté par la Commission politique laisse toute latitude à la Grèce de soumettre, une nouvelle fois, la question de Chypre aux Nations Unies, dans quelque temps. Si l'on considère que la Grèce n'a trouvé aucun appui chez ses alliés, qui tous se sont rangés au côté de la Grande-Bretagne, on devra admettre que le résultat du débat de la Commission politique est aussi favorable qu'Athènes pouvait l'espérer. La Grande-Bretagne ne pourra pas refuser éternellement de négocier avec la Grèce au sujet de Chypre. Sa position serait plus difficile, si un nouveau débat avait lieu l'année prochaine aux Nations Unies. Il n'est pas certain que les Etats-Unis

A la Division des Affaires politiques  
du Département politique fédéral,

B e r n e .

Dodis



persistent à soutenir les intérêts britanniques et, en cas de revirement américain, la Grande-Bretagne aurait beaucoup de peine à obtenir un vote favorable aux Nations Unies.

La décision de la Commission politique a été accueillie avec calme à Athènes et les manifestations anti-américaines et anti-britanniques des jours précédents ne se sont pas reproduites. Le Gouvernement, qui avait toléré ces manifestations populaires et s'en servait même pour justifier une intervention immédiate des Nations Unies, les a subitement jugées inopportunes. Actuellement elles ne peuvent que servir ses adversaires, qui pourraient choisir ce moyen pour protester contre l'attitude de la délégation grecque à l'ONU. Cependant, la nouvelle a causé une grande déception, surtout parce que le public grec n'avait pas été informé exactement de la situation. Craignant d'être accusé de faiblesse, le Gouvernement hellénique affichait un optimisme de commande, qu'il savait être injustifié. Les Etats-Unis n'ont jamais caché à la Grèce qu'ils s'opposeraient à une intervention des Nations Unies dans l'affaire de Chypre, mais jusqu'à ces derniers jours le public grec n'a rien su de ces avertissements.

Il n'est pas exagéré de dire que le Gouvernement hellénique a lancé à la légère son appel aux Nations Unies, influencé par certains conseillers fanatiques dont les intérêts ne pouvaient être servis que par un triomphe total et immédiat de la thèse grecque. Il y a quelques mois à peine, des observateurs étrangers à Athènes constataient avec étonnement que le Maréchal Papagos ne paraissait pas réaliser les grandes difficultés que devrait surmonter la Grèce pour faire triompher l'"énosis". A plusieurs reprises, le Maréchal parla en privé de l'affaire de Chypre comme si son règlement pourrait intervenir dans un délai de quelques mois. Il n'a pas craint d'engager son prestige personnel dans les démarches faites auprès de l'ONU. Il est devenu ainsi le garant des promesses exagérées faites à la population grecque. Sa popularité souffrira donc de ce que le peuple considérera comme un échec.

Le Gouvernement hellénique paraît s'être rendu compte du danger qu'il y aurait à exciter le fanatisme

populaire et à exiger une solution immédiate du problème de Chypre. Le Maréchal Papagos et son ministre de la Défense nationale, M. Canellopoulos, ont déclaré, hier, que la Grèce avait encore beaucoup de difficultés à surmonter avant d'obtenir satisfaction dans l'affaire de Chypre. Il faut espérer que ces déclarations seront complétées et que le Gouvernement cherchera à faire comprendre à la population que le vote de la Commission politique était la solution la meilleure qui pouvait être obtenue actuellement.

J'ai déjà relevé que l'affaire de Chypre ne contribuait pas à rehausser le prestige du Gouvernement. Ses autres conséquences fâcheuses sont la tension qui se manifeste dans les relations gréco-turques et la propagande anti-américaine en Grèce. Il est intéressant de remarquer que les Etats-Unis et la Turquie sont actuellement bien plus attaqués que la Grande-Bretagne. Il faut en voir la raison dans le fait que les communistes et les socialistes de gauche, profitant de la situation, ont intensifié autant que possible leur propagande anti-américaine. Quant à la Turquie, il ne faut pas oublier que cet allié reste pour beaucoup de Grecs l'ennemi d'autrefois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre,  
l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires de Suisse a.i.

*Clair Calvi*